

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 MARS 2025
en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, à l'encontre de
la SA BESSAC TPC, exploitant une carrière de diabases et une installation de
lavage et de criblage des matériaux lieux-dits Le Rivet, Combe du Rivet, Puech
Grand et Le Mazot sur le territoire de la commune de
Montredon-Labessonnié (81).**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 autorisant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter avec extension d'une carrière de diabases et d'une installation de lavage et de criblage des matériaux lieux-dits *Le Rivet, Combe du Rivet, Puech Grand et Le Mazot* sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié ;
- Vu** l'article TP6 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 qui dispose que : « [...] *Des dispositifs de protection sont implantés le long de l'installation de traitement des matériaux et des dépôts de matériaux.* » ;
- Vu** l'article DG2 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 qui dispose que : « *Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.* »
- Vu** l'article DP2 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 qui dispose que : « *Les aires de stockages situées en bordure du Dadou sont munies :*

- d'un merlon d'une hauteur minimale d'un mètre, réalisé en matériau argileux compactés. Ce merlon est érigé en limites de ces aires côté Dadou ;
- d'un fossé, d'une profondeur minimale de 0,9 mètres, creusé au pieds des merlons et à l'intérieur des aires de stockage.

Ces dispositifs, destinés à limiter les pollutions du Dadou par les eaux de ruissellement chargées en fines, sont correctement entretenus.

Une zone non utilisée pour les stockages est maintenue entre le pied des stocks de matériaux et les merlons. »

Vu l'article DP3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 qui dispose que : « Deux fois par semaine, en alternance avec l'exploitant voisin, la SA BESSAC TPC assure le nettoyage (balayage et arrosage) de la portion de la route départementale n°11 située entre son exploitation et le carrefour du lieu-dit « la Tuilerie » . »

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 janvier 2025;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 9 janvier 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Aucun dispositif de protection n'est implanté ni le long de l'installation de traitement ni au niveau des aires de stockage ;
- Les abords du site sont boueux ;
- Les eaux issues du nettoyage à proximité de l'installation de traitement ne font pas l'objet de traitement préalable avant rejet dans le Dadou ;
- Des véhicules réformés sont présents sur le site de la carrière ;
- Les plateformes de stockage en bordure du Dadou ne sont pas correctement entretenues.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles TP6, DG2, DP2 et DP3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où :

- les eaux utilisées pour le nettoyage des abords de l'installation de traitement se rejette dans le Dadou sans traitement préalable;
- les dispositions prises au niveau des aires de stockage ne permettent pas d'éviter une éventuelle pollution du Dadou ;
- les salissures de la route départementale aux abords des aires et de la carrière peuvent être à l'origine d'accident pour les usagers de la route.

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SA BESSAC TPC de respecter les prescriptions des articles TP6, DG2, DP2 et DP3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La Société SA BESSAC TPC, domiciliée lieu-dit *Le Rivet* à Réalmont – 81120, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles TP6, DG2, DP2 et DP3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 susvisé, dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu à cet article, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Montredon-Labessonnié en vue de l'information des tiers.

Article 5 :

Le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées et le maire de Montredon-Labessonnié sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Albi le 10 MARS 2025

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO